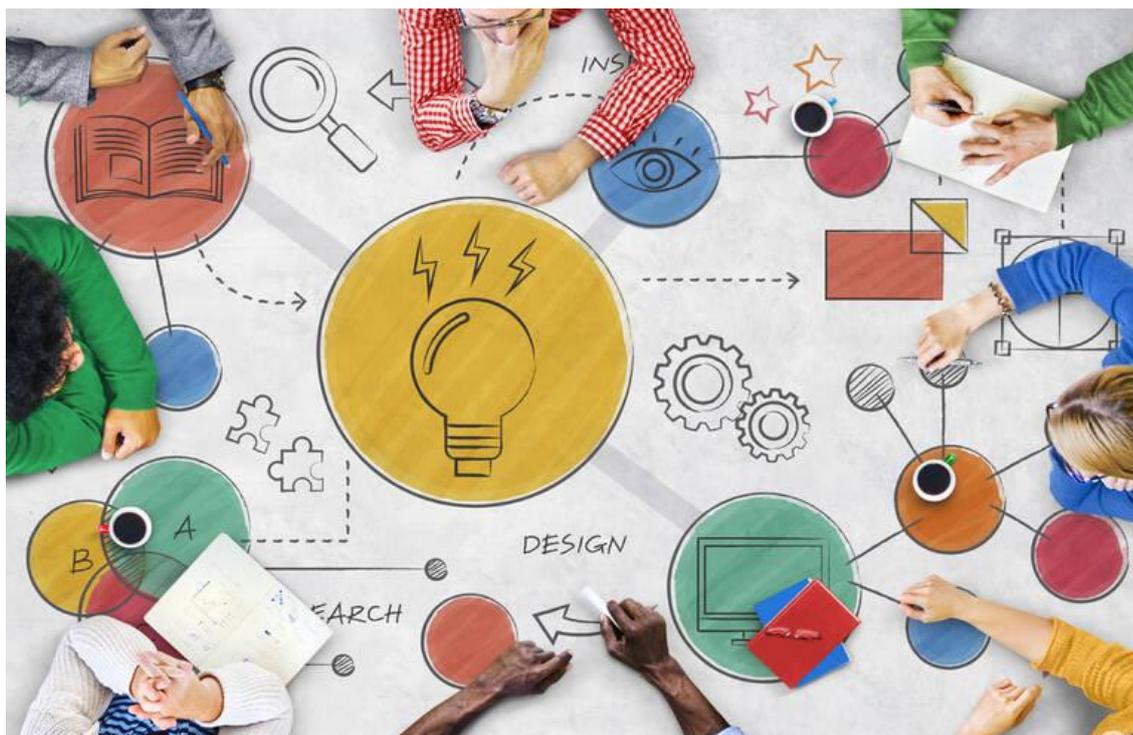


Les paradoxes de l'innovation scolaire

Ni tabou ni totem ! Si l'innovation contribue à la mobilisation des élèves, elle n'exonère nullement de l'évaluation de ce qu'elle leur permet d'apprendre. Une tribune de Philippe Meirieu.



(Rawpixel/Getty Images)

par Philippe Meirieu, pédagogue, professeur honoraire en sciences de l'éducation (Lyon)

Tous ceux et toutes celles qui se sont engagés dans une innovation scolaire ambitieuse vous le diront : l'institution pratique avec autant de zèle l'injonction à innover que la suspicion à l'égard des innovateurs. Hier, c'étaient Célestin et Elise Freinet poussés, contre leur gré, hors de l'éducation nationale... Fernand Oury dont les propositions étaient ridiculisées et cantonnées aux «classes de fous» ... Germaine Tortel à qui l'on signifiait avec condescendance que la création artistique qu'elle voulait mettre au coeur des pratiques scolaires devait être réservée aux enfants de maternelle, avant que les choses sérieuses ne commencent ! Et, aujourd'hui, alors que le discours officiel du plus haut sommet de l'Etat aux plus petites circonscriptions exalte l'innovation, les pratiques quotidiennes de la hiérarchie en freinent systématiquement la mise en oeuvre.

C'est ainsi que les innovateurs en sont, le plus souvent, réduits à profiter des opportunités nationales : l'arrivée d'un nouveau ministre (plutôt de gauche) qui ouvre la porte à quelques «établissements expérimentaux», la «découverte» subite par l'opinion publique de phénomènes bien connus des militants pédagogiques (comme le [décrochage scolaire](#) ou le harcèlement), l'emballage médiatique pour des méthodes qui réconcilient miraculeusement les exigences scientistes d'efficacité avec les aspirations mystico-ésotériques au «développement personnel» (dont le [merchandising Montessori](#) est un bel exemple) ou, encore, la sortie d'une circulaire qui, tout à coup, met un coup de projecteur sur des questions marginalisées jusque-là (telles l'écologie ou les théories du complot). Les innovateurs s'engouffrent alors dans la brèche et tentent de faire reconnaître ce qu'ils faisaient jusqu'alors clandestinement avec le secret espoir de faire tache d'huile. Mais ils déchantent vite : voilà qu'ils doivent fournir des justifications à n'en plus finir, passer par les fourches caudines d'une multitude d'experts et de commissions et s'engager, bien sûr, à avoir 100 % de réussite... Tandis que celles et ceux qui campent dans la routine



pourront continuer, dans le plus grand confort, à reproduire les pratiques traditionnelles aux résultats aléatoires et rarement évaluées.

Enfermement affinitaire, idéologique ou social

Le plus cocasse (si l'on peut dire), c'est que les pédagogues innovateurs sont sans doute les plus lucides et les plus critiques à l'égard de la totémisation de l'innovation. Ils sont les premiers à dire que toute innovation ne constitue pas un progrès, que priver les enfants de contenus culturels pour ne pas brider leur spontanéité accroît les inégalités... et que les mettre sous électrodes pour contrôler en temps réel leur activité cérébrale ne peut guère contribuer à leur émancipation. Ils sont conscients que l'innovation contribue à la mobilisation des élèves mais qu'elle n'exonère nullement de l'évaluation précise de ce qu'elle leur permet d'apprendre. Ils se méfient de la fixation bornée sur des outils (fussent-ils numériques) comme de l'enfermement affinitaire, idéologique ou social, qui menace bien des «*expériences pédagogiques*». Et ils dénoncent la tentation permanente de nos institutions de donner à voir, grâce à quelques belles vitrines de luxe, une image «*innovante*» de leur fonctionnement quand, par ailleurs, elles abandonnent une partie de leurs acteurs dans des situations archaïques et misérables.

C'est pourquoi ils s'inquiètent sur ce qui se passe aujourd'hui et se demandent si le rôle des pouvoirs publics est de labelliser et financer les innovations de celles et ceux qui savent «se vendre»... ou bien de donner à celles et ceux qui croulent sous les tâches, qui affrontent au quotidien de tels problèmes qu'ils sont dans l'impossibilité de lever le nez du guidon, des moyens humains et financiers pour réfléchir à ce qu'ils vivent et reprendre en mains leur métier. Craignons, à cet égard, que «l'école du futur» qu'on nous annonce ne soit, en réalité, une école du passé, d'avant l'éducation prioritaire, avant qu'on affirme (sans être capable, il est vrai, de réellement le mettre en oeuvre) qu'«*il faut donner plus et mieux à ceux qui ont moins*». Rien ne serait pire en effet, en matière de lutte contre les inégalités, qu'une distribution de fonds publics effectuée essentiellement sur la base de «projets innovants» et qui, en une «*babélisation*» insupportable, laisserait de côté celles et ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens d'innover.

Des enjeux considérables

Au bout du compte, faut-il alors faire de [l'innovation scolaire une sorte de «langue d'Esopé»](#), la meilleure et la pire des choses à la fois, le lieu où peuvent s'inventer les pratiques de demain mais aussi se dévoyer l'idéal républicain d'une école résolument tournée vers l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité ? Nous devons sans doute redoubler de vigilance sur cette question. Mais il faut aussi se dégager de l'obsession malade pour la nouveauté des modalités et y substituer un travail collectif sur la pertinence de celles-ci au regard des finalités que l'on vise. Innover pourquoi ? Pour qui ? Pour aller où ensemble demain ?

Les enjeux éducatifs d'aujourd'hui sont considérables : lutter, simultanément et dans les mêmes lieux, pour la réussite scolaire et la mixité sociale ; apprendre à chacune et chacun à penser par lui-même et à résister à toutes les formes de manipulation ; permettre à toutes et tous d'accéder simultanément à la culture et à l'autonomie ; donner aux élèves au quotidien les moyens de se découvrir solidaires entre eux, avec tous les humains et avec la planète. Face à ces finalités, l'éducation nationale doit donner à tous les acteurs de l'institution scolaire les moyens d'inventer des pratiques pertinentes, au plus près des difficultés et des besoins. Elle doit les accompagner par une formation continue de qualité. En ne faisant jamais de l'innovation un préalable au soutien de l'Etat mais un moyen offert à toutes et tous pour que l'école tienne enfin les promesses de la République.

Derniers ouvrages parus : *Dictionnaire inattendu de pédagogie* (ESF-Sciences humaines, 2021, 526 pp, 26 €), *Grandir en humanité Libres propos sur l'école et l'éducation*, dialogue avec Abdennour Bidar ([Autrement](#), 2022, 256 pp, 15 €)